

No. 1293

**BELGIUM
and
FRANCE**

**Convention (with exchange of letters) relating to military
service. Signed at Paris, on 29 August 1949**

Official text: French.

Registered by Belgium on 10 July 1951.

**BELGIQUE
et
FRANCE**

**Convention (avec échange de lettres) relative au service
militaire. Signée à Paris, le 29 août 1949**

Texte officiel français.

Enregistrée par la Belgique le 10 juillet 1951.

N^o 1293. CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE RELATIVE AU SERVICE MILITAIRE. SIGNÉE A PARIS, LE 29 AOÛT 1949

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de la République Française ayant résolu de mettre fin, d'un commun accord, aux difficultés que rencontrent, du fait de leurs obligations militaires dans les deux pays, ceux de leurs ressortissants respectifs qui possèdent également la nationalité de l'autre pays, ainsi que ceux de leurs ressortissants qui ont volontairement servi, à titre d'étranger, dans les Forces Armées de l'autre pays pendant la guerre de 1939-1945, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}. Les ressortissants belges, qui possèdent également la nationalité française, seront considérés comme ayant satisfait à leurs obligations militaires en France s'ils ont satisfait à ces mêmes obligations dans les Forces Armées belges pendant la guerre de 1939-1945, ou postérieurement, et s'ils en justifient par la production d'un document officiel délivré par les autorités belges.

Art. 2. Les ressortissants français, qui possèdent également la nationalité belge, seront considérés comme ayant satisfait à leurs obligations militaires en Belgique s'ils ont satisfait à ces mêmes obligations dans les Forces Armées françaises pendant la guerre de 1939-1945, ou postérieurement, et s'ils en justifient par la production d'un document officiel délivré par les autorités françaises.

Art. 3. Hors le cas de mobilisation, les ressortissants de chacun des deux pays contractants, qui possèdent également la nationalité de l'autre pays ou sont aptes à l'acquérir par déclaration ou de plein droit, ne seront pas inscrits avant l'âge de 22 ans sur les tableaux de recensement français, ou sur les listes de milice belge, sauf demande contraire de leur part. Ils devront, avant cet âge, choisir, par une déclaration écrite, le pays où ils désirent remplir leurs obligations militaires. En cas de mobilisation, cette déclaration devra être faite avant l'âge de 18 ans accomplis.

Art. 4. Chacun des deux Gouvernements délivrera aux individus visés par les articles 1 et 2, qui auront satisfait à leurs obligations militaires sur son territoire, une attestation officielle destinée à leur permettre de régulariser leur situation à l'égard de leur pays.

¹ Entrée en vigueur le 1er juin 1951, par l'échange des instruments de ratification à Paris, conformément à l'article 8.

TRANSLATION — TRADUCTION

No. 1293. CONVENTION¹ BETWEEN BELGIUM AND FRANCE RELATING TO MILITARY SERVICE. SIGNED AT PARIS, ON 29 AUGUST 1949

The Government of His Majesty the King of the Belgians and the Government of the French Republic, having resolved to put an end by mutual agreement to the difficulties encountered, owing to their military obligations in both countries, by those of their respective nationals who also possess the nationality of the other country, as well as by those of their nationals who, being aliens, served as volunteers in the armed forces of the other country during the 1939-1945 war, the undersigned, being thereunto duly authorized, have agreed on the following provisions :

Article 1. Belgian nationals who also possess French nationality shall be deemed to have complied with their military obligations in France if they have complied with the said obligations in the Belgian armed forces during the 1939-1945 war, or subsequently, and can produce an official document issued by the Belgian authorities in proof thereof.

Article 2. French nationals who also possess Belgian nationality shall be deemed to have complied with their military obligations in Belgium if they have complied with the said obligations in the French armed forces during the 1939-1945 war, or subsequently, and can produce an official document issued by the French authorities in proof thereof.

Article 3. Except in the case of mobilization, nationals of either contracting country who also possess the nationality of the other country or who are qualified to acquire it by declaration or as of right, shall not be placed on the French census register or on the register of the Belgian militia before attaining the age of 22 years unless they otherwise request. Before attaining this age they shall make a written declaration expressing their choice of the country in which they wish to comply with their military obligations. In case of mobilization this declaration shall be made before the age of 18 years is attained.

Article 4. Each of the two Governments shall deliver to the persons covered by articles 1 and 2, if they have complied with their military obligations in its territory, an official certificate to enable them to regularize their position with respect to their country.

¹ Came into force on 1 June 1951, by the exchange of the instruments of ratification at Paris, in accordance with article 8.

Art. 5. Chacun des deux Gouvernements délivrera, sur leur demande, aux ressortissants de l'autre qui auront volontairement pris du service dans ses forces armées pendant la guerre de 1939-1945, une attestation officielle destinée à leur permettre de régulariser leur situation à l'égard de leur pays.

Un délai d'un an, à compter de la mise en vigueur du présent accord, est accordé aux intéressés pour qu'ils puissent, par la production du certificat susmentionné, régulariser leur situation. En cas de force majeure, ils pourront être relevés de la forclusion durant un an à compter de l'expiration de ce délai.

Art. 6. Les enfants d'agents diplomatiques et consulaires de carrière ne seront pas soumis, sauf option de leur part, aux obligations militaires dans le pays de résidence.

Art. 7. Les dispositions de la présente Convention ne touchent en rien à la condition juridique des intéressés en matière de nationalité.

Art. 8. Le présent accord, qui remplace la Convention du 12 septembre 1928¹, entrera en vigueur dès l'échange des ratifications, celui-ci devant avoir lieu à Paris aussitôt que faire se pourra.

Il restera en vigueur jusqu'à ce que les deux Parties Contractantes y mettent fin d'un commun accord, mais il pourra être dénoncé en tout temps sur le désir de l'une d'Elles, moyennant avis donné à l'autre un an à l'avance.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

FAIT à Paris, en double exemplaire, le lundi 29 août 1949.

(Signé) GUILLAUME

(Signé) A. PARODI

¹ Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. CXXIII, p. 97.

Article 5. Each of the two Governments shall deliver, on request, to the nationals of the other country who served as volunteers in its armed forces during the 1939-1945 war, an official certificate to enable them to regularize their position with respect to their country.

A time limit of one year, reckoned from the date on which the present agreement comes into force, shall be granted to the persons concerned, to enable them by production of the aforesaid certificate, to regularize their position. In case of *force majeure*, this period may be extended for an additional year reckoned from the expiry of the original time limit.

Article 6. Children of permanent diplomatic and consular agents shall not be subject, unless they so elect, to military obligations in the country in which they are resident.

Article 7. The provisions of the present Convention shall in no way affect the juridical status of the persons concerned in the matter of nationality.

Article 8. The present agreement, which supersedes the Convention of 12 September 1928¹, shall become operative immediately upon the exchange of the instruments of ratification, the exchange to take place in Paris as soon as possible.

The agreement shall remain in force until terminated by the two Contracting Parties by mutual assent, though it may be denounced at any time, if either of the Contracting Parties so desires, by one year's advance notice to the other.

IN WITNESS WHEREOF, the respective plenipotentiaries have signed the present agreement and affixed their seals thereto.

DONE at Paris, in duplicate, Monday 29 August 1949.

(Signed) GUILLAUME

(Signed) A. PARODI

¹ League of Nations, *Treaty Series*, Vol. CXXIII, p. 97.

ÉCHANGE DE LETTRES

I

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, le 29 août 1949

Monsieur l'Ambassadeur,

Une convention relative au service militaire ayant été signée, ce jour, entre nos deux pays, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement français s'engage :

1° à considérer comme ayant satisfait à ses obligations militaires tout individu s'étant mis en règle avec les lois de recrutement, qu'il ait ou non servi sous les drapeaux;

2° à interpréter, dans un sens large, la notion de cas de force majeure visée à l'article 5 de la dite Convention;

3° à régler, dès maintenant, par des mesures provisoires, la situation des personnes appelées à bénéficier de ses dispositions.

La présente communication et la réponse que votre Excellence voudra bien lui donner, au cas où ces propositions auraient l'agrément du Gouvernement belge, constitueront l'accord des deux Gouvernements sur les trois points susvisés.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Alexandre PARODI

A Son Excellence
Monsieur l'Ambassadeur de Belgique
à Paris

II

AMBASSADE DE BELGIQUE

Paris, le 29 août 1949

N° 15.121. — C. 12 Pr.

Monsieur le Président,

Par une lettre en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître ce qui suit :

[Voir lettre I]

EXCHANGE OF LETTERS

I

FRENCH REPUBLIC
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Paris, 29 August 1949

Your Excellency,

A Convention relating to military service having been concluded this day between our respective countries, I have the honour to inform you that the French Government undertakes :

(1) to consider that all persons who have satisfied the recruiting laws shall be deemed to have complied with their military obligations, whether or not they have served in the armed forces;

(2) to interpret liberally the notion of *force majeure* referred to in article 5 of the said Convention;

(3) to take temporary measures to settle forthwith the position of persons entitled to the benefit of the provisions of the said Convention.

The present communicated and your reply thereto shall, if these proposals meet with the Belgian Government's approval, constitute the agreement of the two Governments on the three points referred to above.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Alexandre PARODI

His Excellency
The Belgian Ambassador
Paris

II

BELGIAN EMBASSY

Paris, 29 August 1949

No. 15.121. — C. 12 Pr.

Your Excellency,

In a letter of today's date, you were good enough inform me of the following :

[See letter I]

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement belge a donné son agrément à ces propositions.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur,

(Signé) GUILLAUME

Son Excellence Monsieur Robert Schuman
Ancien Président du Conseil
Ministre des Affaires Étrangères
Paris

I have the honour to inform you that the Belgian Government has agreed to these proposals.

I have the honour to be, etc.

(Signed) GUILLAUME

His Excellency Monsieur Robert Schuman
Former President of the Council
Ministry of Foreign Affairs
Paris

